

Commerce extérieur

que la baisse récente du dollar canadien n'était qu'un remède temporaire aux problèmes commerciaux du pays et qu'elle ne permettrait pas de corriger les tendances inflationnistes de l'économie. Ce monsieur ne fait pas de politique et j'aurais certainement tendance à le croire lui plutôt que le ministre. Je pourrais citer des douzaines d'opinions semblables, mais je n'en ferai rien.

Dans le numéro du 25 novembre du *Globe and Mail* de Toronto, on commente une étude effectuée par le Conference Board of Canada sur la compétitivité de l'industrie canadienne. Entre 1966 et 1975, la position concurrentielle de l'industrie canadienne s'est dégradée par rapport à celle des États-Unis. Cela confirme la situation actuelle de l'industrie canadienne. Le président, M. René de Cotret, a déclaré dans une interview:

«... ce n'est pas en dévaluant encore le dollar canadien qu'on règlera le problème.» Il a déclaré que les facteurs structurels et les comportements qui ont amené la dégradation de la compétitivité sont toujours en place et qu'avec une autre dévaluation «cette dégradation ne ferait que se poursuivre, mais à un taux de change plus bas.» Le Canada pourrait être alors atteint à son tour du mal britannique, la spirale d'évaluation-inflation, car la hausse du prix des importations augmenterait le taux d'inflation au Canada, a-t-il expliqué.

Là encore, monsieur l'Orateur, j'attache plus de prix à l'explication de M. René de Cotret qu'à celle du ministre. On sait au moins que le Conference Board of Canada connaît bien le sujet. Je voudrais également signaler que le Conseil des sciences du Canada parvient exactement à la même conclusion à la page 11 de son rapport:

La dépréciation du dollar canadien accordera au Canada un répit économique limité et de faible durée par suite d'un accroissement temporaire de nos recettes d'exportation et d'une tendance à la baisse du volume de nos importations. Cependant, ainsi que le démontre l'expérience de la Grande-Bretagne et d'autres pays dont les monnaies se sont dépréciées, un taux de change à la baisse a tendance à amorcer un glissement perpétuel.

On ajoute qu'un taux de change à la baisse est inflationniste, parce qu'il accroît le coût des importations, etc. A la page 12 figure la déclaration suivante:

On peut se demander à quel point la monnaie canadienne devra se déprécier avant qu'on reconnaisse l'existence du problème le plus fondamental dans le pays—la faiblesse structurelle de son industrie.

Je n'ai pas le temps de vous citer davantage de ce rapport, monsieur l'Orateur, mais quoiconque a étudié la situation objectivement est forcé de conclure que l'industrie canadienne est dans un bien piètre état actuellement. Le Canada n'a pas de stratégie industrielle. A l'époque où le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources dirigeait le ministère de l'Industrie et du Commerce, on nous avait promis une série d'études et de stratégies sectorielles, mais celles-ci n'ont pas encore été réalisées. Nous avançons donc à tâtons sans aucune stratégie, à moins que le ministre n'en annonce une cet après-midi; il sera très intéressant de voir au juste ce qu'il a à nous offrir.

Certaines suggestions ont été présentées sur ce que devait être notre stratégie. Le Conseil des sciences du Canada, ainsi que le mentionne le *Globe and Mail* du 6 décembre dernier, a proposé un modèle de stratégie, d'après l'article de M. Anderson dont j'ai parlé. M. Kates, président du Conseil des sciences du Canada, estime qu'une telle stratégie devrait comprendre la prise en charge par des intérêts canadiens de sociétés dans des secteurs clés; que les politiques du gouvernement devraient favoriser les percées technologiques dans ces secteurs. Le gouvernement n'a pas encore décidé quels sont ces secteurs. Il devrait y avoir une politique d'achats au Canada, et l'on devrait mettre sur pied un petit nombre de sociétés de stature

internationale à haute technologie. Il devrait exister toute une gamme de sociétés axées sur l'innovation et l'établissement de programmes à teneur technologique moyenne tels que dans le domaine des méthaniers capables de faire fonction de brise-glaces. Ce sont des secteurs dans lesquels le Canada jouer un rôle de pointe, étant donné qu'il convient à notre situation géographique.

Voilà le genre de stratégie proposée pour le Canada, monsieur l'Orateur. Nous devons décider des secteurs dans lesquels, en tant que Canadiens, nous sommes les plus aptes et y concentrer nos efforts. C'est précisément ce que nous ne faisons pas actuellement. Si nous continuons à mener à Ottawa des négociations incohérentes, nous serons bientôt incapables de déterminer ce qu'il adviendra de notre secteur industriel.

● (1602)

Au sujet de ces négociations de Genève, toutes les associations industrielles et manufacturières que je connaisse se plaignent de n'être pas informées par le gouvernement, et qu'il n'existe aucun mécanisme qui leur permettrait de demander au gouvernement ce qui s'y passe. Elles ne participeront à aucune des décisions qui seront prises à Genève; on ne leur demandera pas leur opinion sur les négociations qui se tiendront à partir de janvier. Je pourrais donner maints exemples—l'association de l'électronique, l'association des manufacturiers, de l'industrie des matières plastiques, et cetera, et cetera. On ne les consulte pas.

Aux États-Unis, des représentants de l'industrie et du commerce accompagnent les délégations à Genève. Ils seront là quand on prendra des décisions. Les industriels de notre pays veulent être informés dès maintenant de ces choses. Ils veulent savoir à quelle aide ils peuvent s'attendre au cas où certaines décisions seraient prises, où certains accommodements seraient faits. Voilà des questions qui sont restées sans réponse. Pour autant que je sache, on n'a demandé aux députés de l'opposition aucune participation. J'ai écrit au ministre pour lui demander si on nous informerait et si nous pourrions savoir ce qui se passe, mais jusqu'ici je n'ai reçu aucune réponse.

Il est vrai que le président du Conseil privé (M. MacEachen) a mentionné que nous serions mis au courant—j'imagine qu'on le fera en passant; on ne nous a ni consultés ni informés de la façon dont ce serait fait. Comme je l'ai mentionné, monsieur l'Orateur, l'industrie canadienne aujourd'hui est aux prises avec beaucoup d'incertitudes.

Nous voulons savoir quelle stratégie, le cas échéant, le gouvernement a décidé de suivre. Nous voulons savoir quels sont ses objectifs pour l'industrie. Tous les autres pays qui ont progressé et prospéré au cours des 15 dernières années—et je pense à la France, à l'Allemagne et au Japon—ont choisi certains domaines, de façon plus ou moins précise, dans lesquels ils avaient l'intention de devenir compétitifs. Au Japon, par exemple, c'est en électronique. Le Japon fabrique des ordinateurs qui font concurrence à ceux d'IBM. Il ne mettra pas le succès de cette industrie en danger en autorisant l'importation du matériel d'IBM. La France et l'Allemagne ont décidé de concentrer leurs efforts sur la fabrication de certains produits et de protéger leurs industries concernées, jusqu'à ce qu'elles soient suffisamment vigoureuses, sur le marché interne, pour pouvoir faire concurrence avec succès au reste du monde. Le gouvernement canadien n'a pris aucune décision en ce sens. Quelle est notre stratégie défensive? Nous savons que